

green is beautiful

webzine n°2 - numéro bulbe
artistique, écologique & éthique
version éco-conçue

7, boulevard saint marcel

75013 paris

rédaction : 09 50 25 08 08

www.green-is-beautiful.com.fr

contact@green-is-beautiful.com.fr

ce webzine est réalisé avec le soutien
de l'association loi 1901 HAPPY GREEN

vous aimez ce que nous faisons,
pour contacter l'un des membres
de green is beautiful@

adressez-vous à laure maud :

06 11 31 83 09

pour vous abonner:

contact@green-is-beautiful.com.fr

directrice de la publication et de la communication :

laure maud

rédactrice en chef : laure maud

direction artistique : laurent loison & laure maud

graphiste : laurent loison

illustratrices : nikita-design & agata kawa

rédacteurs : jacques-olivier barthes, clément che-

nost, florian dezegher,

éline fonteniaud, emmanuelle grundmann, arnaud

legrand, florence martin

& gonzague de montmagner

tous nos remerciements à myriam kieffer

<2> ACTU

la fin des abeilles...

whole foods market, inc.,...

ECO[arts]

<3> green & blooming science et art, la double vision

ARTS[de vivre]

<5> green & glam le comité éthique de la mode

<6> mother earth on a tous quelque chose en nous de...

MODE & tendance

<7> green attitude patagonia

<8> why bother? être végétarien...

MODE[de pensée]

<9> green tank la forêt : "puits" ou "source" de CO2?

<10> better green than dead la neutralité carbone...

PENSER[droit]

<11> nature as duty changement climatique...

AGENDA

<12> bêtes et hommes

édito

par jacques-olivier barthes

grenelle de l'environnement :

changer collectivement ou désespérer perpétuellement,
that is the question

Retour sur images : Mai 1968, face à la crise sociale qui met 9 millions de salariés en grève et des centaines de milliers d'étudiants dans la rue, le gouvernement Pompidou organise une négociation regroupant pouvoirs publics, patronat et syndicats. Printemps 2007, l'Alliance pour la Planète – qui regroupe près de 80 ONG – propose de s'inspirer de ce processus pour répondre à l'urgence environnementale. Il s'agit de sortir de l'impasse vers laquelle nous mène notre mode de développement en mettant autour d'une table l'ensemble des acteurs de la société civile agissant dans le domaine de l'environnement. De cette négociation doit émerger des solutions qui permettent à notre pays d'entamer la nécessaire révolution culturelle qui nous permette de réconcilier l'activité humaine avec les impératifs de sauvegarde du patrimoine vivant de notre planète.

Soyons clairs, les semaines à venir vont revêtir un caractère historique. Nous sommes devant un moment de vérité concernant les choix de société qui vont prévaloir face aux défis écologiques qui se font dramatiquement pressants.

Dérèglement climatique qui s'emballé mêlant inondation diluvienne et temps caniculaire dans un périmètre inférieur à 2000 km, accélération de la perte de biodiversité dont plus de 30% est d'ores et déjà perdu, augmentation significative des maladies liées aux pollutions partout dans le monde, chute des ressources en eau potable, la planète va mal et la France a grandement contribué à cette situation. Cette année, la France est ainsi entrée en situation de dette écologique dès le 14 juillet. En effet, depuis cette date, et comme chaque année depuis plusieurs années, la France vit "à crédit" pour assurer son mode de vie en prélevant sur les ressources naturelles des autres pays.

Rappelons que le niveau de vie moyen de chaque Française et Français nécessite la biocapacité de 3 planètes...

Dès lors, pour être à la hauteur des enjeux, le Grenelle de l'Environnement ne doit pas accoucher de solutions tièdes et intermédiaires. Il n'est plus temps d'ajustements, il faut entamer ici et maintenant une vraie "rêve-olution" écologique faute de quoi notre histoire collective pourrait tourner rapidement au tragique.

la fin des abeilles sonne-t-elle notre glas ?

Fin août, comme il y a huit ans, la presse s'est faite l'écho d'une disparition plus qu'alarmante. Un peu partout à travers le globe, les abeilles succombent par millions. Comme les moineaux et les hirondelles qui ont quasiment disparu de nos cieux, un élément si familier et ô combien important de la chaîne du vivant est en train de s'éteindre. Une légende voudrait qu'Albert Einstein ait dit un jour : « Si les abeilles venaient à disparaître, l'homme n'aurait plus que quatre années devant lui. Sans abeilles, plus de pollinisation, plus de plantes, plus d'animaux, plus d'hommes ». C'est sans doute exagéré mais il faut garder à l'esprit que rien qu'en Europe, environ 20.000 espèces végétales ne doivent leur reproduction qu'à la pollinisation des abeilles... Qui dit absence de pollinisation dit effondrement de la production agricole. Cette année, les disparitions d'abeilles ont atteint un pic alarmant menaçant la pollinisation de plusieurs cultures maraichères comme les pommiers, mais aussi les amandiers, les avocatiers, les cerisiers, les oignons, les concombres, le coton, l'arachide, le melon, etc. qui dépendent de 90 % à 100 % des abeilles pour leur pollinisation. Dans la région himalayenne du Maoxian, à la frontière de la Chine, la disparition des abeilles a imposé de recourir maintenant à la pollinisation à la main de millions de fleurs de pommiers pour maintenir une activité agricole pour les populations locales. Aux Etats-Unis, l'évaluation de l'impact économique de la disparition des abeilles est estimé à environ quinze milliards de dollars par an.

Comme souvent dans le cas des crises écologiques, les causes sont multiples et se conjuguent ensemble : pollution électromagnétique (electrosmog) provoquée par les lignes à haute tension ou les antennes-relais, pesticides et OGM affaiblissant le capital immunitaire et facilitant la dissémination de parasites comme le Varroa Destructor ou la Nosema ceranae et enfin cultures intensives qui ont amené la disparition de nombreuses fleurs qui permettaient aux essaims de trouver à proximité de sources d'alimentation.

Que devons-nous retenir de cette fable cruelle ? Il faut de façon urgente interroger notre rapport au monde naturel et comprendre que ce qui nous entoure est avant tout partie prenante de notre être. La grande chaîne du vivant est constituée d'une infinité d'interdépendances dont les enchaînements sont imprévisibles. Un drame anodin et lointain peut entraîner à plus ou moins long terme un dérèglement dont nous pâtirons tôt ou tard. C'est ce que l'on appelle l'effet papillon. Face à la complexité du monde qui nous dépasse finalement malgré toute notre appareil technologique, nous devons nous appliquer une éthique de la responsabilité ancrée sur le principe de précaution et le sentiment d'humilité. A trop malmenager notre milieu vital, nous risquons de le rendre définitivement hostile.

par jacques-olivier barthes

whole foods market, inc., des supermarchés bio qui gagnent du terrain

Whole Foods Market (WFM) surfe sur la vague de la consommation verte. Créé en 1980 au Texas afin de promouvoir des habitudes de consommation plus saines et respectueuses de l'environnement, WFM a remporté un succès immédiat et n'a cessé de croître depuis 15 ans à travers une série d'acquisitions de petites enseignes. C'est aujourd'hui le plus gros distributeur mondial côté en bourse de produits naturels et biologiques, avec près de 300 supermarchés aux Etats-Unis, Canada et Royaume-Uni. De l'alimentaire à la cosmétique, WFM articule sa gestion autour de valeurs clés comme la santé, l'environnement, la qualité, la durabilité, et la promotion des agriculteurs locaux.

En juin dernier, WFM a ouvert son premier magasin pilote à Londres, envisageant ainsi à terme une implantation plus large en Europe. Plus qu'un supermarché, c'est un véritable lieu de vie, où il sera bientôt possible de se faire masser ou encore de prendre des cours de cuisine. Le bâtiment est alimenté en électricité éolienne. Les employés portent des T-shirts en coton biologique. Des efforts sont faits pour réduire le nombre de transports de marchandises. Cette philosophie est le moteur de la croissance de WFM, mais n'y a-t-il pas un moment où "biologique" et "grande échelle" deviennent incompatibles ?

Le 28 août dernier, l'acquisition de Wild Oat Markets, son concurrent principal était conclue. WFM avance l'argument des économies d'échelle et donc de la baisse des prix pour le consommateur pour justifier la fusion. WFM tente ainsi de démocratiser et d'élargir un mode de consommation jusqu'alors étiqueté "bobo", mais il reste difficile de savoir quelle est la part de "greenwashing" là-dedans. Face à une clientèle élargie et à une exigence de rentabilité, on peut se demander à quel point cette forte croissance va pouvoir rester en adéquation avec les valeurs fondamentales de l'enseigne. L'étiquette bio ou santé n'élimine pas les enjeux liés à la surconsommation, ou encore aux émissions de CO2 liées au transport. Il ne faudrait pas que WFM pousse à l'extrême la frénésie de la consommation verte, qui reste consommation avant tout, avec tout le superflu et le gaspillage que cela implique.

Le phénomène WFM pourrait bien s'étendre en France, faisant alors concurrence à des magasins comme "La Vie Claire" ou "Naturalia".

site web :
<http://www.wholefoodsmarket.com>

L'écologie est la fille légitime de la science. La philosophie s'étant, et pour diverses raisons, désengagée du champ d'étude de la Nature, ce sont donc la biologie (homéostasie) et la cybernétique (rétroaction) qui ont pour l'essentiel alimenté l'écologie, jusqu'à permettre à cette pensée de percer aujourd'hui dans notre champ social. Cependant depuis si peu, qu'il est encore bien difficile de définir précisément les impacts de cette encore verte révolution.

Un abandon des frontières de l'individu comme point de repère ? Une extension de notre esprit en surface, vers le dehors, vers un redimensionnement de la conscience qui, selon Stéphane Barron, nous permettrait à présent d'"imaginer à l'échelle planétaire" ? A la suite des travaux de l'anthropologue anglais Gregory Bateson, nous pouvons tenter de faire synthèse comme suit : nos actions, nos idées, nos prises de décision "sont immanentes dans un réseau de voies causales [l'esprit] dont les limites ne coïncident ni avec celles du corps, ni avec celles de ce qu'on appelle communément soi ou conscience".

En conséquence, à un mode d'apprentissage du monde fondé sur un processus de découpage - ce qui est moi sujet, ce qui n'est pas moi objet - semble devoir se substituer un processus de couplage, difficile mise en équilibre d'éléments hétérogènes, mais aux degrés de souplesse compatibles (la guêpe et l'orchidée, la ville et son environnement, les différents degrés logiques dans la sphère des idées...). De ce point de vue, la nouvelle perspective écologique consisterait bien en un certain art de la composition de rapports. Une fois dit que ceux-ci acquièrent une certaine durée, c'est alors aussi bien l'art de coloniser de la roche nue, comme de contaminer un système de pensée.

Si nous devons prendre un exemple concret, pour l'artiste qui adopterait un tel regard, il conviendrait alors de rendre perceptible à la fois l'arbre et la forêt, sans que l'un ne masque l'autre. C'est-à-dire que l'arbre est saisi comme une configuration d'interactions appropriée aux conditions de vie de la forêt, elle-même association d'arbres dont les interactions produisent leurs propres niches écologiques (la forêt).

Parmi les nombreux projets de l'œuvre d'art, l'un est de destruction. Le coup de marteau au sens nietzschéen. Car c'est bien pour échapper à la menace d'une connaissance exilant l'esprit hors de la nature, que selon Jean Granier : "l'homme assigne une limite à sa véricité, il se fait l'avocat de l'apparence vitale : cette apparence sanctifiée grâce au renoncement lucide de l'esprit le plus véridique, c'est l'art". Multipliant les espaces de contact sensoriels, court-circuitant nos habitudes et schémas de pensées traditionnels, l'art facilite ainsi l'apprentissage de la nouveauté. Autrement dit, nous permet d'appréhender l'écologie sans la rabattre à l'avance sur un découpage du réel formalisé en termes d'oppositions (artificiel/naturel, vivant/inerte, humain/non-humain).

Or pour Michèle Finck, ce qu'accomplit le danseur, c'est justement le dépassement des antinomies : "le corps dansant a le pouvoir d'unir les contraires, de laisser advenir, dans les contraires mêmes, une identité par le fond...". C'est à dire que coexiste dans le coup de marteau, une visée intégratrice de l'art qui fait écho à l'objectif systémique de l'écologie. Une illustration nous en est donnée lorsque Bateson s'interroge sur ce qui fait le succès d'une œuvre par-delà les cultures de chacun. D'après lui, pour celui qui la parcourt, la grâce d'une œuvre d'art réside dans sa capacité à rendre accessible à sa conscience une information corrective sur l'intégration des multiples niveaux qui composent son esprit d'humain. Fonction positive, dans la mesure où :

"ce que la conscience non assistée [par l'art] ne peut jamais apprécier, c'est la nature systémique de l'esprit." . Dès lors se pose une question fondamentale pour toute forme d'art concerné par une lecture écologique du monde : sous quelle forme et comment coder dans l'œuvre cette l'information corrective concernant l'intégration psychique des relations qui font la beauté de la nature ?



photographie matthieu dortomb

l'émergence de l'ecoART

Les premières traces de l'Environmental Art - terme générique désignant toute forme artistique en rapport avec l'environnement - remontent aux années 60' avec l'émergence de mouvements tels que le Land Art ou l'Earthwork. Très globalement, ceux-ci correspondent à une logique de renouvellement des espaces d'exposition : sortir de l'univers clos de la galerie afin d'exploiter de nouveaux territoires et moyens d'expression. A ce stade, le croisement des pratiques avec la science reste encore faible, celles-ci n'intégrant que peu de la complexité biologique naissante. Les œuvres continuent ainsi de s'imposer à des écosystèmes qui ne demeurent qu'un médium au service de l'artiste, matière première d'une démarche encore assez largement anthropocentrée.

C'est donc tout en reprenant à son compte certains des aspects novateurs de ses prédécesseurs - rapport à la localité, travail de la matière naturelle - que se fonde progressivement l'identité propre de l'ecoART autour d'une démarche plus éco-centrée. C'est-à-dire visant à travailler et intermédiaire le monde pour lui-même. Conjointement, les influences scientifiques sont également de plus en plus affirmées et le travail devient largement transdisciplinaire. Chacun apportant son champ d'expertise, la création relève alors de plus en plus d'un processus collaboratif dans lequel la figure de l'artiste créateur éclate pour devenir multiple.

Lorsque l'artiste Ann T Rosenthal se demande ce qui peut bien unifier la grande diversité de l'ecoART, celle-ci identifie trois grandes valeurs communes :

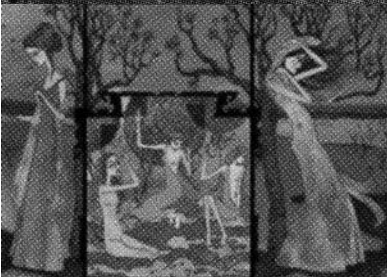
- la reconnaissance de son appartenance à une communauté interdépendante (humain, non humain) sur un même territoire Terre ;
- l'usage d'un mode de pensée systémique qui vise à identifier des structures au sein d'une nature complexe et surabondante ;
- l'application des leçons tirées de l'étude des écosystèmes : le rôle majeur des diversités biologique et sociale, de la collaboration, de la pensée transversale, des principes de durabilité, équité et intégrité ;

Cette importance donnée à des notions largement préidentifiées par la science nous précise donc très clairement que nous ne sommes plus en présence d'une simple réactualisation du rapport traditionnel de l'art à la nature ou d'une simple conception d'un art en harmonie avec la nature. Le codage de l'information écologique n'est donc plus seulement confiné dans l'expression d'une œuvre, mais dans une exigence de cohérence, main tendue vers la science, sensible et répétée tout le long de son cycle de vie, depuis sa conception et réalisation, jusqu'aux idées qu'elle promeut.

par gonzague de montmagner

"[...] ce qui m'intéresse [Gilles Deleuze], ce sont les rapports entre les arts, la science et la philosophie [...] comment est-il possible que, sur des lignes complètement différentes, avec des rythmes et des mouvements de production complètement différents, comment est-il possible [qu'ils] se rencontrent ?"

Pour Deleuze, art et science fonctionnent à l'image de lignes mélodiques indépendantes qui ne cesseraient pas d'interférer. En résulte alors des résonances qui, à une époque donnée, nous éclairent sur les différents circuits et matières à travers lesquels racine et travaille l'âme humaine. Ainsi, de la Terre tourne autour du Soleil à un sujet décentré de son moi conscient, les véritables révolutions de nos modes de pensée ont toujours été accompagnées de nouvelles perspectives artistiques. Si la révolution freudienne avait bien ouvert la porte aux mouvements dadaïstes et surréalistes, que pouvons-nous attendre de la révolution écologique ? De quelles interférences nouvelles vient-elle remplir notre version du monde ?



photographie laure maud
photographie claire boucl
illustration agata kawa

Interprétatif, l'ecoART nous informe donc sur les processus naturels, les déséquilibres auxquels nous faisons face à travers la restauration esthétique d'écosystèmes dégradés. Pratique, il utilise les éléments naturels à travers des installations affectées par divers événements ou fonctionnant avec des matériaux et énergies naturelles. Expérimental, il donne à sentir de nouvelles possibilités de couplage avec notre environnement, exploitant ainsi la proposition de l'artiste canadienne Isabelle Hayeur : "entre les paysages et nous-mêmes existe une relation de réciprocité qui dévoile nos modes d'existence." Dans cette grande diversité des expressions de l'ecoART, il est possible d'extraire deux formes redondantes de codage de l'information écologique dans l'œuvre: situer et plier. Une grande majorité des productions de l'ecoART sont éphémères, vaste ensemble d'installations in situ en relation direct avec un certain temps et un certain lieu. C'est-à-dire que le choix d'une implantation localisée est pensé de telle manière que le codage de l'information de demeure plus circonscrit au strict cadre de l'œuvre, mais qu'il puisse s'étendre à son environnement.

Dans le cadre, aussi souple soit-il (champ de blé, forêt, ville), est mis en scène une configuration dynamique singulière. Une sorte de danse élaborée entre divers éléments et dont le but serait précisément de détecter et de classer d'autres modèles de danse. La tentative est de composer un organe sensoriel, pour le coup non localisable, capable d'intégrer les informations relatives aux différents changements dans l'environnement. C'est-à-dire qu'à l'interface, les installations sont conçues comme des prototypes d'interactions face-à-face avec le spectateur, mais qui engagent précisément plus que ce face-à-face en ce qu'elles peuvent justement capturer des éléments de leur milieu. En conséquence, le

cadre de l'œuvre est échangeable, la frontière mobile et les règles du jeu de l'interaction variables. Car non seulement le cadre de l'œuvre n'est plus brisé par les variations du dehors, il se recompose, mais il est également partagé. Le moi et l'œuvre nous subissons les intempéries, les embouteillages... donne alors à sentir le système vivant et complexe qui englobe et porte nos deux existences, toujours susceptibles d'évoluer en fonction des idées du spectateur, des conditions bioclimatiques du site...

Intégrer c'est également plier le réel pour en rapprocher des bords. Pour Isabelle Hayeur : "la mise en relation de lieux, d'événements et de temporalités aux provenances diverses crée des rapprochements (géographiques et sémantiques.) Elle permet aussi de condenser les territoires pour rendre visible des étendues beaucoup trop vastes pour être contenues sous l'objectif. C'est une façon de faire entrer le hors champ à l'intérieur de l'image. En ajoutant des dimensions et des références supplémentaires aux réalités documentées, la construction peut ainsi révéler des aspects du monde que la captation seule n'arrive pas toujours à montrer."

Si vous n'aviez plus qu'un œil, votre champ de vision se rétrécirait. Art et science interfèrent dans l'ecoART de sorte à nous proposer cette double vision qui permet de rendre de son épaisseur au réel. Sorte de Ping-pong entre deux focales afin de jouer sa partition dans une découverte encore à venir "la monstrueuse pathologie atomiste [Gregory Bateson] qui ne pourra être corrigée, en fin de compte, que par l'extraordinaire découverte des relations qui font la beauté de la nature." Partition qui, par-delà les étiquettes, nous laisse à penser que si l'écologie est une chance de développement doux pour notre époque, l'art est une chance véritable de développement doux pour l'écologie. Car compte tenu de nos difficultés à intégrer le mode de pensée écologique à partir des substrats traditionnels qui fondent notre apprentissage (analyse, linéarité, séquence...), compte tenu de la déprise philosophique de notre temps, il existe dès lors un espace d'intervention entre l'art et la science, intercession qui se devrait précisément d'ouvrir à un principe d'attention au monde, voie d'accès douce nécessairement complémentaire des principes de précaution (monde interconnecté) et de responsabilité (pollueur/payeur).

références

Gilles Deleuze : sur une ligne de Spinoza à Nietzsche, philosophe du désir et de l'affirmation, extrait d'après "Pourparlers", édition de Minuit (2003).

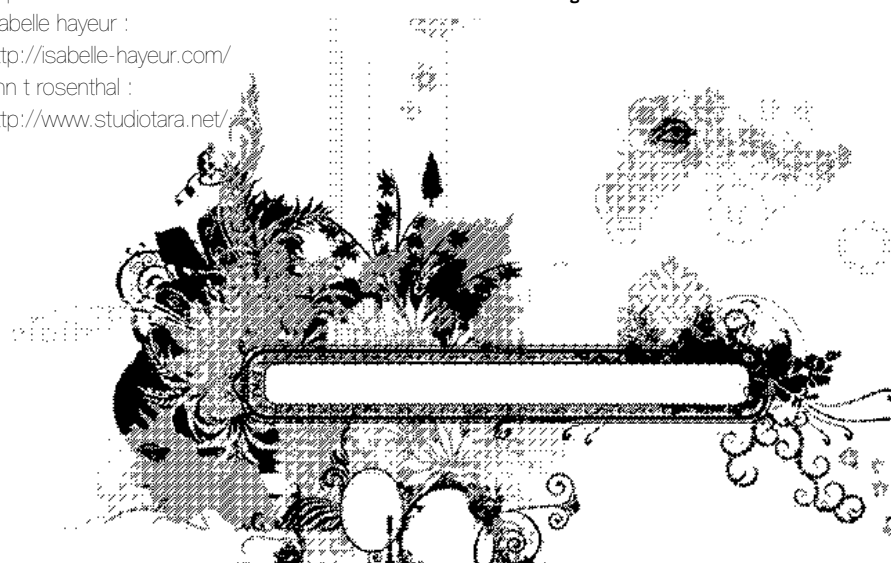
Gregory Bateson : anthropologue anglais ayant exploré des champs aussi variés que la cybernétique, la psychiatrie, l'écologie...divers extraits d'après "Vers une écologie de l'esprit" édition du Seuil (1996).

Michèle Finck est professeur de littérature comparée, ses travaux portent notamment sur la poésie moderne et les arts.

Jean Granier est agrégé de philosophie, docteur ès-lettres, auteur de plusieurs ouvrages sur la philosophie de l'art.

webographie :
stéphan barron :
<http://www.technoromanticism.com/>
isabelle hayeur :
<http://isabelle-hayeur.com/>
ann t rosenthal :
<http://www.studiotara.net/>

Illustration nikita - design



le comité éthique de la mode

par florian dezheger

ethical fashion show
du 11 au 14 octobre au tapis rouge

Spinoza n'a qu'à bien se tenir car il ne s'agit plus d'un livre, aussi utopique soit-il, mais d'une réelle prise de conscience et une mise en marche des individus. Depuis quatre ans déjà, Isabelle Quéhé se bat pour imposer sa vision équitable à l'univers de la mode, assez réfractaire jusqu'à présent pour faire avancer les choses. L'édition 2007 de l'Ethical Fashion Show, qui aura lieu du 11 au 14 octobre dans le luxueux cadre du Tapis Rouge, 67, rue du Faubourg Saint-Martin, à Paris dans le 10^{ème} arrondissement, prônera une fois de plus les 3 valeurs suivantes exposées dans sa propre charte:

- respect des conditions de travail selon les normes imposées par l'O.M.C.
- retombées minimales sur l'environnement
- mise en valeur de l'artisanat et des savoir-faire locaux

Seules les marques qui s'engagent à suivre cette ligne de conduite (soit 90 exposants en 2007) peuvent prétendre participer à l'E.F.S. et remporter le palmarès cette année : le prix éponyme 2007 ainsi que "Entreprendre la mode avec La Redoute", sponsor officiel qui offre la possibilité au lauréat de vendre quelques-uns de ses vêtements dans son catalogue. L'année dernière c'est Numanu Label of Love qui avait été le vainqueur du prix. Outre ces récompenses, le salon a pour but de réunir tous les maillons de la chaîne de production de la mode : les acheteurs internationaux (33%), les designers (10 %), les collectivités régionales ou locales, les associations et autres organisations syndicales, ainsi que les membres de la presse (22 %) pendant trois jours consécutifs. Cette foule de professionnels se mêlera au sein de 70 showrooms, assistera à trois défilés où prendront place les visages de la mode contemporaine (couture, streetwear, sportswear, lifestyle...). Ils auront également l'occasion de débattre de leurs idées lors de tables rondes organisées et de modifier leurs points de vue grâce aux projections de documentaires et de films éthiques.

N'oublions pas le grand public (20 %) auquel est consacrée une journée porte ouverte le dimanche 14 octobre, aura accès aux mêmes faveurs afin de responsabiliser un plus grand panel de consommateurs citoyens.

site web : www.ethicalfashionshow.com

1 Pour la liste des autres partenaires, se reporter à www.ethicalfashionshow.com

2 Ces chiffres correspondent au taux de fréquentation de l'année 2005

le servage médiéval de retour

Au vu d'une mondialisation qui étale ses tentacules de plus en plus loin afin de tisser une toile plus vaste et prendre un maximum de victimes à son piège, on s'aperçoit vite de la difficulté d'y échapper. Ce n'est rien de le dire pour le coton dont l'Empire du Milieu reste le principal producteur mondial avec l'Inde et le Pakistan d'un côté ainsi que les U.S.A. de l'autre.

La source de tous les maux réside dans le prix fixé par la bourse. Il n'excède généralement pas les \$1,15 le kg, ce qui permet aux propriétaires états-uniens de vivre grassement du fait des subventions mais c'est un tout autre décor en Asie du Sud-Est où il permet tout juste de subsister. Ainsi, quoi de plus logique pour les cultivateurs asiatiques d'utiliser une main d'œuvre docile et bon marché pour en tirer davantage de bénéfices? D'où l'exploitation des prisonniers en Chine³ et celle des enfants et adultes démunis largement répandue même si selon les autorités tout ceci n'est que pure invention. Et vu que les O.N.G. ne sont pas admises à traiter ce type de problème, il n'en existe donc aucun : la boîte de Pandore se clôt si aisément ! Quoiqu'il en soit, la situation existe bel et bien, et depuis la traque des vers et des œufs dans les champs jusqu'à la filature de coton, des enfants sont employés à moins de \$1 par jour pendant plus de sept, ou voire quatorze heures d'affilée avec la menace d'être battus s'ils ne sont pas assez efficaces et obéissants. Si les parents acceptent ce traitement de faveur, c'est qu'ils sont dans la même situation précaire et que cette sinécure reste la première source de revenus pour faire vivre leur famille. Ils acceptent donc tous les mauvais traitements possibles et imaginables sans compter les heures supplémentaires au point que les surveillants tiennent parfois les paupières des ouvrières avec des pinces à linge à cause de leur état de fatigue permanent.

Et lorsque les dirigeants de ces entreprises-camps de travail daignent laisser un peu dormir leur jeunes ouvrières dans des dortoirs insalubres, celles-ci n'ont parfois pas le droit de sympathiser entre elles. On a aussi déjà constaté des sévices corporels d'une rare violence sur les hommes ; le matraquage par des câbles électriques et des ceintures de cuir mouillé.

De là, le problème cornélien qui existera toujours entre l'obligation de travailler pour les cotonniers à un salaire modique afin de se nourrir et les profits que l'entrepreneur compte bien tirer de sa filature. La misère humaine leur permettra donc de s'engraisser ad vitam æternam et lorsque l'on connaît la population chinoise, on arrive à la conclusion que cet esclavage moderne n'est pas prêt de s'arrêter au sein de ces

3 Cf. la prison Tilanqiao de Shanghai citée sur <http://fr.clearharmony.net/articles/200706/33718.html>

mother earth

on a tous quelque chose en nous de chimpanzé !

par emmanuelle grundmann

La querelle a éclaté le 17 mai 2006, lors de la publication d'un article par la prestigieuse revue britannique Nature. Selon les auteurs, quatre généticiens américains, Hommes et Chimpanzés entretiendraient des liens bien plus étroits que tout ce que l'on avait imaginé jusqu'à maintenant. Pas de quoi lancer une révolution ! Certes, mais les paléontologues ne l'entendent pas de cette oreille-là.

Longtemps, l'homme s'est attribué la place d'honneur tout au sommet de la *Scalae Naturae*, l'échelle des êtres, surplombant tous les autres animaux. Autres... Pas tout à fait, puisque lui ne se considérait pas comme tel. Cependant, les grands singes ont toujours posé un problème aux philosophes et aux scientifiques. Ils se sont souvent vus attribuer une catégorie à part, plus tout à fait animaux ni tout à fait humains. Les *Similitudines Homini* comme les appelait le théologien Albert le Grand au 13ème siècle. Bien avant cela, en 325, J.-C. Aristote les plaçait dans une classe intermédiaire qu'il dénommait quadrumanes. Il faudra attendre le 18ème siècle et le célèbre botaniste Carl von Linné pour voir réunis dans une même catégorie, les *Anthropomorpha*, hommes et grands singes (mais curieusement aussi les paresseux).

Les singes jouent bel et bien un rôle fondamental dans la question de l'identité de l'homme par rapport aux autres animaux. Tour à tour abhorrés ou révéérés selon les cultures et les croyances, ils occupent une position charnière, entre nature et culture, monstre et animal, bestialité et humanité. La découverte des grands singes et la publication en 1859 de *L'Origine des Espèces* par Charles Darwin va cependant marquer un tournant décisif dans le débat : l'Homme était sur le point de devenir un singe comme les autres.

A partir du milieu du 20ème siècle, les études et expéditions de terrain se succèdent. Le paléo-anthropologue Louis Leakey envoie ses "trois anges" ; Jane Goodall, Dian Fossey et Biruté Galdikas étudier respectivement les chimpanzés, les gorilles et les orangs-outans dans leur milieu naturel. Visionnaire, il savait que pour mieux comprendre nos origines, il fallait mieux comprendre nos plus proches cousins, les grands singes. Plus tard, dans les années 1980, les études de Takayoshi Kano sur les bonobos, ces grands singes oubliés, également appelés chimpanzés pygmées, vont à nouveau révolutionner la primatologie et notre vision de l'Homme et de son évolution...

Depuis plus d'un demi-siècle, les découvertes se succèdent. En 1964 la primatologue Jane Goodall observe les chimpanzés de Gombe, fabriquer et utiliser des outils, sortes de canes à pêche pour attraper

termites et fourmis, un comportement dont la divulgation au sein de la communauté scientifique et du grand public fait voler en éclat les dernières frontières que les philosophes avaient pris soin de tracer entre l'homme et l'animal. Puis, c'est l'existence de comportements traditionnels, de cultures, de comportements d'entraide, de partage, d'enseignement qui sont observés dans les communautés de grands singes sauvages. En parallèle, des études et expériences en laboratoire et en zoo apportent des éclairages supplémentaires à de nombreuses capacités cognitives et comportements. Ainsi, les grands singes se reconnaissent dans un miroir - une forme de conscience de soi -, ils peuvent apprendre et maîtriser un langage symbolique complexe de plusieurs centaines de signes, font preuve de machiavélisme et s'avèrent d'habiles politiques.

Une autre découverte capitale eut lieu en 1975 : Jane Goodall fut témoin de véritables guerres inter communautaires chez les chimpanzés sauvages. Fini l'image du chimpanzé bon sauvage à la Rousseau dépeint par Jane Goodall elle même pendant des années ! Au sein du sérail scientifique, l'électrochoc fut immense. Puisque les primatologues clamaient haut et fort la proximité génétique, comportementale et cognitive entre hommes et chimpanzés, il fallait se rendre à l'évidence : la violence était naturelle chez l'homme, un pur produit de l'évolution. Le chimpanzé était soudain devenu un cousin bien encombrant et gênant pour notre généalogie. Heureusement, avec "l'invention" du bonobo, nouvelle espèce de chimpanzé découverte tardivement, car cantonnée à une enclave de forêt inondée du nord de la République Démocratique du Congo - qui depuis s'est révélé génétiquement plus proche encore d'*Homo sapiens* que le chimpanzé commun - les scientifiques trouvèrent enfin une porte de sortie. En effet, le bonobo a trouvé une parade pacifique à la résolution de conflit : l'usage du sexe. Chez les bonobos, c'est programme sexe contre nourriture. Ce sont d'abord les femelles qui dominent, et le sexe se substitue à la violence, et fonctionne comme un ciment social. Une certaine forme de politique, bien différente de celle pratiquée par les chimpanzés. "Peace & Love" revisité !

Une question demeure cependant. Qui sont les ancêtres communs aux chimpanzés-bonobos et aux hommes et à quand eut lieu LA séparation ? Hypothèses et spéculations fourmillent d'après l'examen de toujours trop rares fossiles. Cette nouvelle étude, basée sur l'analyse génétique, offre un tout autre tableau que ce qui a toujours été proposé jusqu'alors, un tableau qui ne plait pas à tous, loin de là ! En effet, selon les résultats de l'équipe, obtenus en comparant l'ADN des deux espèces, la spéciation, c'est-à-dire la séparation en deux espèces distinctes, se serait opérée il y a environ 6 millions d'années

et non pas 8, 9 ou 10, comme l'avaient avancé les spécialistes de fossiles. Pire encore : les généticiens sont persuadés que les chimpanzés et les hommes, à peine divorcés, auraient continué à se conter fleurette pendant plus d'un million d'années. Notre vieux fantasme de la belle et la bête reprend ainsi du service avec ce métissage avéré. Nous aurions donc tous quelque chose en nous de chimpanzé... Voilà de quoi faire sauter au plafond tous les adeptes d'une vision anthropocentrique du monde, qui place l'homme au sommet de l'évolution. Quant aux paléontologues, voilà leurs fossiles vedettes passés du rôle de plus vieil ancêtre de l'homme à celui de banal grand singe. Que faire ainsi de Toumaï, notre très lointain aïeul, découvert au Tchad en 2001 ? Il vivait il y a 7 millions d'années, une époque où hommes et chimpanzés ne formeraient alors qu'une seule et même espèce ? Les inventeurs de Toumaï, Orrorin & Co, ne peuvent avaler la nouvelle théorie des généticiens et pour eux, les vieux os parlent bien plus que quelques gènes éparpillés sur des chromosomes ! Mais alors, que penser de tout cela ? Si les paléontologues tiennent tant à repousser la naissance de l'humanité, n'est-ce pas pour mieux assurer à leurs fossiles respectifs le rôle-titre du premier homme ? Ce que cet article nous apprend également, c'est que tout ce que nous pouvions soupçonner, eu égard aux observations comportementales des grands singes actuels, se révèle plus que jamais exact : hommes et grands singes font bel et bien partie du même album de famille. Quant à savoir s'ils ont batifolé... Les frontières entre espèces ressemblent souvent à des passoires, c'est donc plus que plausible et probable. Finalement, le plus important à retenir de tout cela, c'est que nous sommes intimement liés aux grands singes et que nous devrions leur prêter un peu plus d'égards et d'attention car sinon, ils rejoindront bientôt par notre faute, la longue et très ouverte liste des espèces disparues.

patagonia : l'environnement au cœur de sa stratégie

par florence martin

Patagonia fait partie des entreprises pionnières ayant mis l'engagement social et environnemental au cœur de leur stratégie. Patagonia est née à la fin des années 50 à Ventura, en Californie, l'état des Etats-Unis qui abrite le fameux parc du Yosemite, réputé pour ses parois d'escalade. Patagonia, alias Chouinard Equipment, était à ses débuts une petite entreprise fabriquant et distribuant du matériel innovant grâce auquel l'entreprise est devenue dans les années 1970 le premier fournisseur de matériel d'escalade des Etats-Unis. Peu à peu, Patagonia s'est diversifiée dans l'équipement vestimentaire des grimpeurs, puis a utilisé ses ressources et compétences pour adapter ses vêtements à d'autres activités de pleine nature non motorisées comme la randonnée, la pêche à la mouche, le kayak, le ski, le snowboard, le surf, et la course de trail. Ses investissements en recherche et design ont fortement accéléré sa croissance avec les matières Capilene® et Synchron®. Cette croissance trop rapide a conduit à une chute qui a mis en péril l'entreprise en 1991, date à partir de laquelle Patagonia a fait le choix de la modération dans sa croissance. Aujourd'hui, Patagonia emploie 1 200 personnes en Europe, aux Etats-Unis et au Japon, et continue d'affirmer les mêmes exigences de qualité, de durabilité et de respect de l'environnement. Certes positionnée sur un marché de niche, en ayant fait le choix délibéré de rester loin des grands circuits médiatiques et de distribution, Patagonia mérite d'être citée en exemple, tant pour ses pratiques que pour les initiatives qu'elle inspire chez les autres.

Dans son récent ouvrage Homme d'affaire malgré moi, Yvon Chouinard, fondateur et propriétaire de Patagonia, explique l'évolution de sa stratégie pour diriger son entreprise. En tant que dirigeant, soumis à des contraintes de rentabilité ainsi qu'à une forte concurrence dans le secteur du textile et de l'équipement sportif, Yvon Chouinard explique son défi quotidien pour trouver un équilibre entre respect des valeurs intrinsèques de son entreprise et adaptabilité face aux tendances du marché. Pour Patagonia, ces valeurs sont une exigence de qualité, des relations durables et équitables avec les fournisseurs, le respect de l'environnement dans les modes de production, le soutien d'associations militantes pour la protection de l'environnement et une relation avec les employés basée sur la confiance et l'autonomie. Dès ses débuts, le matériel innovant de Chouinard Equipment a gagné une excellente réputation, de par sa fiabilité et sa qualité irréprochables. Cependant Patagonia a dû adapter son matériel de façon à ce qu'il n'ait aucun impact négatif sur l'environnement, et notamment sur les parois rocheuses, de plus en plus prisées et donc abimées par les grimpeurs. Ainsi, Patagonia a adapté ses produits de façon à ce que succès commercial ne rime pas avec dégradation environnementale. Ce modèle s'applique encore aujourd'hui à ses équipements et vêtements. En se diversifiant dans le textile, Patagonia a pris conscience de l'impact environnemental de ce secteur. A l'exigence de qualité s'est alors ajoutée l'exigence d'adopter des modes de production

respectueux de l'environnement. Deux exemples notables marquent l'engagement de Patagonia : les polaires en bouteilles de plastique recyclé et le passage au coton biologique en 1996. Ainsi, pour produire ses polaires, Patagonia utilise du polyester recyclé : il faut 25 bouteilles de 2 litres pour fabriquer une polaire. Par ailleurs, les teintures sont garanties sans matériaux toxiques ni sulfures.

En 1994, suite à la réalisation d'audits environnementaux sur les principales fibres utilisées, le coton ayant le pire impact, Patagonia a fait le choix de produire 100 % de ses gammes de vêtement en coton biologique. Ce fut une décision risquée, coûteuse et difficile mais en 1996, ce fut un pari réussi, malgré les difficultés pour trouver de nouveaux producteurs ou en convertir certains, accompagnées d'une hausse des prix à laquelle il fallut palier en réduisant les marges pour ne pas repousser la clientèle. Ce pari réussi a influencé de grandes marques comme Nike ou Gap qui offrent à présent des gammes en coton biologique. Aujourd'hui encore, Patagonia investit beaucoup pour introduire de nouveaux matériaux comme le chanvre ou la laine traitée sans chlore et allier ainsi innovation technique et faible impact environnemental. Par ailleurs, une grande campagne de recyclage des vêtements a été lancée. Les vêtements Patagonia sont garantis "incroyables".

L'engagement environnemental est également un pilier dans les relations avec les clients : les catalogues et le site Internet ne sont

pas uniquement un support de vente. Ils sont également un lieu d'échanges et d'informations sur les engagements de Patagonia. Les procédés de fabrication sont décrits, des témoignages sont disponibles et des informations sont diffusées sur les actions de soutien menées auprès d'associations militantes. En 2001, Patagonia a créé l'association "1 % pour la planète" qui regroupe aujourd'hui des centaines d'entreprises versant 1 % de leur chiffre d'affaires à la protection de l'environnement. Patagonia fait le choix de soutenir de petites associations militantes de terrain pour la protection de l'environnement, plutôt que de plus grosses ONG, aux frais généraux et de personnel trop importants. Loin du mécénat d'entreprise, Patagonia prend activement position pour des causes environnementales et lance chaque année une campagne spécifique. Elle met aussi des outils à disposition de petites associations qui veulent se professionnaliser. Patagonia tente enfin de limiter l'impact environnemental des activités liées à la gestion quotidienne de ses activités (recyclage, énergies renouvelables). Ainsi, la responsabilité environnementale est devenue un élément clé au cœur du travail de chaque employé.

A travers sa philosophie et sa politique de ressources humaines "Libre de surfer" et MBA "Management by Absence", Yvon Chouinard renverse une fois de plus les idées fixes sur les manières de diriger des hommes. Sa réappropriation du MBA souligne avec humour la nécessité de sortir des cadres pré-établis et de renverser les recettes toutes faites afin de montrer que d'autres voies sont possibles pour produire, consommer, diriger et réussir. Chez Patagonia, la relation avec les collaborateurs est avant tout fondée sur la confiance et le partage de valeurs communes. Une grande autonomie est laissée à chacun dans l'aménagement des horaires de travail notamment, ce qui, combiné avec la mobilisation pour des valeurs communes stimule la motivation et la créativité.

Yvon Chouinard est donc un manager atypique et exemplaire dont le succès est incarné à travers une entreprise qui dure et a prospéré

en se servant de ses contraintes pour avancer. "Homme d'affaire malgré moi" est avant tout le témoignage d'un homme qui a su aller au-delà des idées reçues sur le monde de l'entreprise, qui a su se remettre en cause et prendre des risques pour assumer ses engagements. Ce livre pose les bonnes questions sur la notion de croissance et sur les choix qui s'imposent face à elle. Patagonia a du faire de nombreux choix pour survivre et assurer le respect de ses engagements. Patagonia a fait des erreurs, en essayant de produire à plus grande échelle par exemple, ou en prenant des fournisseurs non compatibles avec les exigences de qualité ou environnementales. Ces erreurs lui ont rappelé que la survie de l'entreprise était liée à la cohérence du management avec les valeurs fondamentales. Yvon Chouinard tente ainsi de décrire les choix délicats auxquels est confrontée une entreprise en croissance. Quand les affaires marchent, jusqu'où faut-il aller ? Quand on grandit, des adaptations s'imposent quant aux modes de production et de distribution. Comment faire en sorte que les décisions prises restent en adéquation avec les valeurs qui sont le fondement l'entreprise ?

Trouver des réponses à ces questions nécessite une réflexion spécifique à chaque entreprise. Croître est une tentation forte, se faire racheter en est une autre. Il n'a pas été facile pour Patagonia de faire le choix de modérer sa croissance, ou plutôt de croître autrement : en faisant mieux, plutôt qu'en faisant plus, et plus gros. Ce succès n'est pas une exception, mais c'est encore un modèle que peu d'entreprises osent aborder. Espérons que le parti pris d'Yvon Chouinard continuera d'en inspirer d'autres : "Dès qu'une entreprise essaie d'être ce qu'elle n'est pas, qu'elle essaie de tout avoir, alors elle disparaît".

webographie :
www.onepercentfortheplanet.org
www.patagonia.com

être végétarien : mode ou nécessité ?

par emmanuelle grundmann

why bother?

1^{ère} partie

Etre ou devenir végétarien, serait-ce une nouvelle mode ? Si les bobos se sont emparés de la vague verte qui déferle en Europe et notamment en France, remplissant leurs paniers de produits bio ou équitables, tout en s'achetant ainsi une bonne conscience écolo ; adopter un mode de vie végétarien n'a rien d'un phénomène de mode. Ce changement d'habitudes alimentaires relève plutôt de la volonté de bénéficier d'une meilleure santé et d'une urgence et nécessité face à de graves problèmes environnementaux. En résumé, manger moins de viande, c'est préserver la planète et tout particulièrement l'Amazonie. Mais, pourraient s'interroger les sceptiques : quel rapport entre le steak dans mon assiette et la forêt amazonienne ?

Un constat : le Brésil caracole en tête des plus gros éleveurs de bétail du monde avec 164 millions de têtes de bétail pour 20 millions d'habitants, soit plus de 8 vaches par personne ! Non pas que les brésiliens soient d'immenses amateurs de viande mais une très grande partie de cette production animale est destinée aux assiettes occidentales, nord-américaines ou européennes. Le pays est en effet devenu en quelques années le 1er exportateur mondial de viande bovine et a profité de la crise de la vache folle pour inonder le marché européen, d'autant plus qu'il fournissait également des tourteaux de soja pour le bétail, une aubaine pour l'union européenne qui venait de faire une croix sur les farines animales, auparavant au menu de ce même bétail. Le phénomène n'est pas nouveau, mais jamais il n'avait atteint une telle ampleur. Dans les années 80, l'économiste Norma Myers décrit ce qu'il nomma la "Hamburger connexion", mais qui en avait alors entendu parler en France alors que ce bifteck haché présenté entre deux petits pains ronds commençait à envahir notre quotidien ? Comme l'a noté récemment David Kaimovitz, directeur du CIFOR "les éleveurs sont en train de transformer l'Amazonie en viande hachée". L'effet hamburger s'est en effet depuis amplifié et le processus de conversion des terres boisées en pâturages s'est tout simplement déplacé de plus en plus vers le Brésil. L'explosion du marché brésilien a été fulgurante ces dernières années, atteignant en 2005 la rondelette somme de 1 500 millions de dollars, soit trois fois plus qu'il y a

dix ans. La crise de la vache folle et la grippe aviaire ont largement favorisé le bœuf brésilien, nourri à partir de soja et enfin, l'amélioration des infrastructures et l'arrivée d'investisseurs étrangers ont ajouté la touche finale au boom bovin au Brésil.

Si la plupart des têtes de bétail sont propriété des fazendas, ces ranchs grands comme des départements français, les petits exploitants jouent également un rôle décisif dans cette expansion sans fin. Un troupeau de quelques vaches, c'est comme un compte en banque sur pattes et lorsque le propriétaire a besoin d'argent, il vend l'une de ses bêtes. Mais pour les nourrir, il a besoin de zones de pâtures et alors, il déboise un petit lopin de terre, pas très grand, ce qui ne devrait pas avoir en soi de grandes conséquences sur l'environnement, si ce n'est que le processus est répété des centaines, des milliers de fois à travers le pays. Le sol, épiderme de la terre, composé de matière organique et de débris de roche formant la terre, est une surface très fragile et une ressource difficilement renouvelable (il faut, selon les localisations, entre 50 et près de 2 000 ans pour qu'un centimètre de terre, fertile, se constitue). Une fois la surface de forêt déboisée, l'eau de pluie va lessiver le sol de sa matière organique et de ses sels minéraux. Le reste va être puisé par les graminées pour leur croissance. Et, lorsque les terres sont ainsi épuisées et n'offrent plus suffisamment d'herbe pour remplir les multiples estomacs des

ruminants, le paysan va plus loin et s'attaque à une autre partie de forêt. Il déboise et vend au passage, souvent pour une bouchée de pain, les quelques arbres intéressants à un "grileiro", un exploitant forestier clandestin. C'est ainsi que l'exploitation dite de type familiale compterait pour 20 % de l'ensemble du déboisement liés à l'élevage.

Mais si l'élevage joue un rôle somme toute traditionnel dans la déforestation, le soja arrivé depuis peu dans le jeu amazonien s'est immiscé, en quelques années à la deuxième place des causes de déboisement. Les surfaces dédiées à la petite graine qui monte ont doublé depuis 2000 et le Brésil est devenu le deuxième exportateur mondial de soja, et affiche l'ambition de détrôner les USA, une culture qui s'étend maintenant sur plus de 21 millions d'hectares. Le moteur de cette expansion, c'est le boom de l'élevage au Brésil : 164 millions de têtes de bétail à nourrir, ce n'est pas rien ! Ajoutez à cela la demande des pays européens et des Etats Unis (En 2003, les exportations de soja ont représenté 6 % du PBI du Brésil), et vous obtenez tous les ingrédients d'un désastre environnemental en marche. Car si vous consommez de la viande bovine française, vous avez de grande chance d'avaler également avec votre steak un morceau de forêt amazonienne via le soja produit au Brésil et exporté en France pour alimenter nos bovins. Au Brésil, l'homme par qui le soja arrive, c'est Blairo Maggi, surnommé "le roi du soja", PDG du groupe

Amaggi et depuis 2002, gouverneur de la province du Mato Grosso, une fonction lui permettant de peser à souhait sur la législation pour favoriser l'oléagineux et ses propres intérêts. D'ailleurs, l'état du Mato Grosso est à lui seul responsable de 48 % de la déforestation enregistrée entre 2003 et 2004 et produit 26 % du soja brésilien... De plus, comme pour le déboisement, l'attribution de terres pour la culture du soja ou pour l'élevage baigne dans la corruption et souvent aussi dans une grande violence. Les assassinats se succèdent. Il n'existe pas, de plus, de cadastre fiable au Brésil et ce grand flou juridique constitue une manne providentielle pour tous les exploitants, notamment les "grileiros" qui s'approprient des terres et obtiennent ensuite de faux titres de propriété. Il est ainsi aisé à qui possède quelques relations bien placées, de prétendre être propriétaire de ces immenses territoires "vierges" de l'Amazonie !

Le Brésil veut devenir à tout prix le grenier du monde quitte à abdiquer son rôle naturel, infiniment plus essentiel, qui est d'être le climatiseur du monde ! En attendant, le poumon amazonien s'essouffle et le reste de la planète aussi. Alors, un petit effort : même si vous ne pouvez vous résoudre à devenir totalement végétarien, réduisez votre consommation de viande ! Ainsi, vous respirerez mieux et vous rendrez votre avenir possible.

la forêt : “puits” ou “source” de CO₂?

par clément chenost

Planter des arbres pour lutter contre le changement climatique est une solution simple et pédagogique, médiatiquement et esthétiquement porteuse, comme le prouve le succès de l'initiative des Nations Unies : “Plantons pour la planète : la campagne pour un milliard d'arbres”. Mais d'un autre côté, les critiques fusent : les forêts détournent les “vrais” pollueurs de leurs responsabilités (réduire la consommation d'énergies fossiles), elles sont instables et peuvent dépérir à tout moment (feux, tempêtes, ...), planter des arbres peut même dans certains cas avoir des impacts négatifs (sur l'eau, la biodiversité, ...). Les forêts pour lutter contre le changement climatique seraient-elles une fausse bonne solution ?

Pour bien comprendre, les atouts et les faiblesses des forêts, il faut tout d'abord avoir une vision claire de phénomènes biologiques complexes. C'est grâce au processus de photosynthèse et à l'énergie solaire que les arbres captent le CO₂ de l'atmosphère, rejettent de l'oxygène (O₂), en incorporent le carbone (C) sous forme de molécules organiques “maillons” de base des racines, troncs, branches et feuilles. Un arbre en croissance est ainsi un véritable “puits” de carbone. Par contre lors de la mort de ce même arbre, le phénomène inverse se produit : le bois en se décomposant, relâche le carbone dans l'air sous forme de CO₂ en consommant de l'O₂. Vis-à-vis de l'atmosphère, le bilan carbone de l'arbre sur toute sa durée de vie est donc nul : il

capte du carbone lors de sa croissance, et le relâche lorsqu'il se décompose. En simplifiant à l'extrême : une “jeune” forêt en croissance “capte” du CO₂, une forêt mature est neutre en carbone, une forêt qui dépérit émet du CO₂. A l'échelle mondiale, les forêts en croissance qui luttent de manière active contre le changement climatique en piégeant le carbone sont les grandes forêts tempérées d'Amérique du Nord, d'Europe, de Russie... qui pour diverses raisons écologiques, économiques et sociales sont en pleine expansion. Le bénéfice engendré est très loin d'être négligeable : en France, 12% des émissions de gaz à effets de serre (GES) sont ainsi absorbées par les forêts.

Si les forêts matures absorbent autant de CO₂ qu'elles n'en rejettent, elles représentent néanmoins un gigantesque stock de carbone qui s'érode sous l'action de l'homme. La déforestation touche en effet les immenses forêts tropicales d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie entraînant une émission massive de CO₂ dans l'atmosphère. Les conséquences sur le réchauffement sont très graves : ces émissions représentent plus de 20 % des émissions mondiales, soit légèrement plus que celles des Etats-Unis ou de la Chine ! L'homme, dans sa lutte contre le changement climatique, a trois leviers. Il peut tout d'abord freiner et stopper la déforestation. Il peut aussi maximiser le puits forestier en “plantant” des arbres mais aussi valoriser les produits bois au lieu de les laisser se décomposer en forêt. En utilisant ce matériau dans l'ameublement ou dans

la construction, il prolonge en effet le piégeage du CO₂ pendant des dizaines voir parfois des centaines d'années. Il peut aussi utiliser le bois comme source d'énergie renouvelable au lieu d'utiliser pétrole, gaz ou charbon. Enfin l'usage du bois dans la construction en substitution à des matériaux “énergivores” (béton, acier, ...) permet d'éviter d'importantes émissions de CO₂ liées à ces processus de fabrication. Une forêt luttant efficacement contre le changement climatique est donc une forêt “gérée” de manière durable, qui optimise la séquestration du carbone et la valorisation des produits bois. Tous les derniers rapports de référence sur le sujet^{1,2} le soulignent : si l'homme veut limiter le réchauffement à 2°C, il doit utiliser cette “technologie” déjà disponible et “bon marché” le plus rapidement possible. La question n'est donc pas de savoir pourquoi mais de savoir comment. Car toute la difficulté liée à une gouvernance des forêts mondiales pour atténuer le changement climatique réside dans les multiples interactions du secteur avec les grands enjeux écologiques (érosion de la biodiversité et des sols, ressources en eau, ...), économiques (marché du bois, développement des “bio” ou “agro” carburants, alimentation des pays les moins développés, ...) et sociaux (développement des communautés

locales, ...). Les décisions peuvent ainsi favoriser des synergies, comme des antagonismes.

En ce sens, la gestion des forêts dans le protocole de Kyoto est particulièrement insatisfaisante :

- les pays ayant pris des engagements contraignants (pays développés dits de l'annexe 1) sont incités à préserver ou accroître leurs forêts. Les produits bois ne sont pas pris en compte ;
- la déforestation dans les pays en voie de développement est mise à l'écart du dispositif. Aucune incitation n'est pour l'instant mise en place ;
- les pays/industries des pays de l'annexe 1 peuvent réaliser des plantations d'arbres dans les pays tropicaux pour obtenir des “crédits carbone via le Mécanisme de Développement Propre (MDP)” ;
- les projets de production de “biocarburants” dans les pays tropicaux sont incités via ce même MDP.

Les effets pervers s'observent déjà et commencent à être médiatisés. Tout d'abord, des écosystèmes “primaires” non protégés sont remplacés par des plantations à moindre valeur écologique, ou par des cultures énergétiques (palmeraies en Indonésie, cannes à sucre au Brésil, ...) dans les pays tropicaux. La non prise en compte des produits bois, l'incitation des pays du Nord à conserver leurs forêts, la non protection des forêts du Sud, entraîne une plus forte demande en bois tropicaux et par là même une accélération de la déforestation. L'efficacité

du système actuel peut ainsi légitimement être remise en cause.

Toutefois, l'appel de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à la COP⁵ de Montréal en 2005, combinée à la prochaine redéfinition d'un système “post-Kyoto” (qui s'achève en 2012), remettent le sujet sur le tapis vert des négociations internationales. Des solutions innovantes sont plus que jamais à définir et proposer. Elles devront promouvoir les synergies entre la valorisation des produits bois et le développement des énergies renouvelables donc des biocarburants, la lutte contre le changement climatique et le développement des pays les moins avancés (PMA), la gestion des ressources forestières et la protection de la biodiversité et des écosystèmes. La terre est trop petite et nous sommes trop nombreux pour mettre dos à dos “forêts sanctuaires”, “forêts de production” et cultures énergétiques. Seul un système intégrant tous ces domaines permettra de lutter efficacement contre le réchauffement planétaire.

Enfin, il ne faut pas oublier que les forêts ne sont pas statiques et subissent de plein fouet les effets du changement climatique. Certains dépérissements sont déjà visibles et indiquent qu'une véritable stratégie d'adaptation doit être mise en place. Sans cela la forêt “puits” de carbone et alliée dans la lutte contre le changement climatique pourrait devenir “source” de CO₂ amplifiant par là même ce phénomène.

¹ Stern Review on the Economics of Climate Change, 2006. Stern N., HM Treasury

² A cost curve for greenhouse gaz reduction, 2007. Enkvist P., Nauclicr T., Rosander J., The McKinsey Quarterly 2007 Number 1

³ Résumé à l'intention des décideurs, 2007. GIEC groupe III www.ipcc.ch

⁴ http://fr.wikipedia.org/wiki/M%C3%A9canisme_de_d%C3%A9veloppement_propre

⁵ Conference of the Parties : réunion annuelle regroupant les parties prenantes du protocole de Kyoto et de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique

la neutralité carbone pas si neutre que ça ?

better green than dead

par arnaud legrand

La neutralité carbone n'a jamais été autant d'actualité qu'aujourd'hui. Mais qu'est ce précisément qu'être neutre en carbone ? Pour s'affirmer neutre en carbone, trois étapes sont nécessaires. Il faut tout d'abord calculer son empreinte carbone, à savoir la quantité de carbone (et d'autres gaz à effet de serre convertis en carbone) émise par une activité spécifique. Les émissions peuvent par exemple provenir de la combustion d'énergies fossiles (pétrole, charbon, etc.) émanant de l'activité d'une entreprise, ou d'un trajet en avion à titre individuel. Ensuite, l'étape suivante vers la neutralité carbone est la réduction à la source des émissions, autrement dit, la mise en place de solutions moins émettrices ou d'un programme de sobriété en carbone. Cela peut être l'utilisation de biomasse¹ à la place du charbon pour produire l'énergie issue de la chaufferie d'une usine. Quelque fois, certaines émissions peuvent être difficilement évitées, un résidu irréductible d'émissions persiste. C'est le cas par exemple d'un déplacement transatlantique en avion, qui ne peut pas vraiment réduire drastiquement son empreinte carbone à moins d'être purement et simplement annulé. La dernière étape de la neutralité carbone est donc la compensation de ce résidu éventuel d'émissions par une autre activité qui, elle, piège du carbone contre rémunération. Un premier projet paie ainsi volontairement un second projet pour qu'il absorbe les résidus de gaz à effet de serre émis par le premier.

¹ combustion du bois et replantation équivalente par exemple

La Coupe du monde de Rugby, qui vient de commencer en France, a suivi partiellement cette démarche, mais ne sera pas neutre en carbone. Après un premier état des lieux de l'empreinte carbone de cet événement international, plusieurs mesures ont été adoptées : transport des équipes prioritairement en train (roulant à l'énergie nucléaire faiblement émettrice de carbone) plutôt qu'en avion, panneaux solaires sur le toit du stade de Saint-Étienne pour alimenter l'éclairage, etc. Au final, il restera encore 570 000 tonnes de carbone émises par l'événement, soit l'équivalent des émissions annuelles d'un pays participant, les îles Samoa. Parmi ses émissions, seules 46 000 tonnes sont issues de l'événement stricto sensu, le reste émanant des déplacements massifs des personnes assistant à l'événement. Personne ne semble hélas aujourd'hui prêt à régler une telle facture. A un prix allant de 0,10 euros à 21 euros² par tonne de carbone évitée, je vous laisse faire le calcul... A titre comparatif, la coupe du monde de football en Allemagne en 2006 aurait émis quelque 100 000 tonnes de carbone, intégralement compensées par des projets écologiques en Afrique du Sud ou en Asie du Sud Est. HSBC a déclaré être la première entreprise à devenir neutre en carbone. Le Vatican, de même, vient d'annoncer être le premier état souverain neutre en carbone, en compensant ses (modestes) émissions via un projet forestier en Hongrie³ Même la série 24 Heures Chrono a annoncé sa neutralité (pour un

² source : Ernst & Young Développement Durable France

³ http://www.cardinalrating.com/cardinal_80__article_5799.htm

épisode), Jack Bauer au secours du changement climatique ! Gageons que cette prise de conscience des enjeux climatiques, dans le sillon d'une année 2007 charnière sur le sujet, assurera à l'avenir une meilleure responsabilisation sociale et environnementale de l'ensemble des secteurs économiques, tout en limitant les dérives déjà existantes.

Car il y en a hélas. Sur ce nouveau marché gré à gré du carbone dit "volontaire", par opposition au marché obligatoire européen ETS des industriels et aux mécanismes régulés MDP/II du protocole de Kyoto, de nombreux intermédiaires proposent aux organismes, entreprises ou particuliers désireux de devenir neutres en carbone, des projets qu'ils ont au préalable identifiés comme puits de carbone (moyennant une commission). Des fours solaires en Erythrée à l'énergie éolienne en Inde en passant par la capture du biogaz des décharges chinoises, les projets fleurissent partout dans le monde et surtout dans des pays émergents à forte croissance, là où la réduction à la source est la moins coûteuse mais la plus urgente. Environ 80 organismes compensateurs existent aujourd'hui sur la planète (dont quatre en France), des entreprises ou des associations qu'un article du Financial Times appelle avec méfiance les "cowboys" de la compensation⁴.

⁴ <http://www.ft.com/cms/s/1f960476f391-11db984500065df10621.html>

Ces démarches de compensation volontaires, réalisables en quelques clics sur internet, offrent ainsi bien peu de garanties, car aucun standard universel de certification ou label de qualité "neutre en carbone" n'existe. Difficile donc de savoir si le projet compensateur élu stocke vraiment du carbone et en quelle quantité, ou bien si l'argent versé par les émetteurs est réellement investi dans le projet qu'ils ont choisi. Au moins six standards ont cependant récemment fait leur apparition, et une harmonisation est en cours dans plusieurs pays dont la France, mais des audits par un organisme tiers reconnu et accrédité (comme c'est déjà le cas pour les émissions des marchés ETS et MDP/MOC) seront indispensables et nécessaires pour garantir enfin la rigueur et l'efficacité climatique de la compensation volontaire. Par ailleurs, les projets forestiers (plantations, déforestation évitée, etc.) proposés par certains de ces organismes compensateurs font également débat quant à leur réelle capacité à stocker du carbone à long terme sans un probable relargage ultérieur dans l'atmosphère si les conditions climatiques du globe changent. Enfin, certains compensateurs vont même jusqu'à marquer des promotions de supermarché avec des "packs" compensation valables pendant une durée limitée dans le temps pour les entreprises !

On croit rêver. Tant qu'on y est, pourquoi ne pas proposer un grand prix de France de Formule 1 (un glouton à pétrole, pour information) neutre en carbone grâce à un projet de substitution des voitures à Pékin⁵ par des Vélib' le temps d'un weekend ?

⁵ quelques 2000 voitures font chaque jour leur apparition dans les rues de la capitale chinoise, ce qui induit des bouchons de plus en plus gigantesques dans une ville initialement conçue pour le trafic à vélo

changement climatique : citoyens européens, exprimez-vous !

par eline fontenaud

Plusieurs études indiquent que la production et la consommation actuelles de ressources naturelles telles que les réserves de pétrole et les stocks halieutiques (stocks de pêche) dépassent les niveaux que peut supporter la planète à long terme, tout en provoquant la dégradation et la pollution dramatique de l'environnement. La température en Europe a déjà progressé de près de 1°C au cours du siècle dernier, plus rapidement que la moyenne mondiale. Le milieu naturel et les secteurs économiques européens seront fatalement affectés par le réchauffement climatique.

L'Union européenne a joué un rôle clef dans la rédaction des deux traités internationaux majeurs en matière climatique: la convention cadre des Nations unies de 1992¹ et le protocole de Kyoto², signé en 1997. Cependant, l'action conjointe des Etats membres et de l'Union doit être renforcée pour atteindre les objectifs fixés par le protocole de Kyoto : réduction de 8% des niveaux de 1990 entre 2008 et 2012. Non seulement l'Europe doit diminuer considérablement ses émissions de gaz à effet de serre mais aussi prendre des

mesures d'adaptation face à l'évolution des conditions climatiques actuelles et futures. Il est indispensable de nous adapter, une action immédiate pourrait anticiper les dommages potentiels et en réduire les menaces à l'encontre des écosystèmes, de la santé humaine, des biens et des infrastructures.

Dans l'objectif de s'attaquer à ces problèmes et renforcer l'efficacité de l'utilisation de l'énergie et des ressources naturelles, la Commission européenne a pris différentes initiatives depuis 1991. En juin 2000, elle a établi le «Programme européen sur le changement de climat» dont le but est d'identifier et de développer tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre du protocole de Kyoto. Un second programme fut instauré en octobre 2005 : il explore les options efficaces pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en synergie avec la stratégie de l'agenda de Lisbonne visant à accroître la création d'emplois et la croissance.

Lors du Conseil européen de mars 2007³, les chefs

³ Conseil européen de Bruxelles, 8-9 mars 2007, conclusions de la Présidence, 7224/1/07, REVI, 2 mai 2007.

COM (2007) 354 «Adaptation au changement climatique en Europe: les possibilités d'action de l'Union européenne. Livre vert de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au

d'Etat et de gouvernement se sont engagés à réduire d'ici à 2020 leurs émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% par rapport au niveau de 1990. Suite à cette déclaration, la Commission européenne a présenté les défis à réaliser face au changement climatique dans un Livre vert publié le 29 juin 2007 et intitulé «Adaptation au changement climatique en Europe : les possibilités d'action de l'Union européenne». Ce document propose des possibilités d'action communautaire pour favoriser le processus d'adaptation au changement climatique dans toute l'Europe : utilisation plus rationnelle des ressources en eau, apport de soins appropriés aux personnes âgées lors de vagues de chaleur. Il définit notamment quatre axes d'intervention :

- action précoce afin de développer des stratégies d'adaptation dans les secteurs où le niveau actuel des connaissances est suffisant ;
- intégration des besoins d'adaptation mondiaux dans les relations extérieures de l'Union européenne et formation d'une nouvelle alliance avec des partenaires du monde entier ;
- amélioration des connaissances en matière d'adaptation grâce à la recherche au niveau communautaire et à l'échange d'informations ;
- création d'un groupe consultatif européen sur l'adaptation au changement climatique,

Comité économique et social et au Comité des régions.

chargé d'analyser des stratégies et des actions coordonnées.

Certains secteurs (agriculture, gestion de l'eau, protection de la biodiversité et de la pêche) sont largement intégrés au niveau de l'Union européenne au sein du marché unique ou des politiques communes. Il faut donc incorporer les objectifs d'adaptation dans ces secteurs et dans les programmes de dépenses communautaires. La Commission souhaite ainsi axer son action sur un certain nombre de domaines environnementaux clés : le changement climatique et la création d'une économie à faible émission de carbone, l'utilisation durable et efficace des ressources, de l'énergie et des matériaux naturels et les substances dangereuses. Dans la mesure où les effets du changement climatique impacteront plus lourdement certaines régions de l'Union européenne, le Livre vert invite tous les acteurs (citoyens européens, ONG, associations, autorités publiques...) à participer activement au processus d'adaptation au changement climatique. Une coordination efficace des mesures prises au niveau communautaire, national, régional et local sera également essentielle pour maintenir le coût à un faible niveau. Afin de rassembler des avis sur les différentes actions et options politiques envisageables, elle lance une consultation

publique via Internet pour recueillir des éléments d'information auprès du grand public et des acteurs intéressés.

Les réponses obtenues seront intégrées dans l'élaboration d'une communication sur l'adaptation au changement climatique qui doit être publiée par la Commission à la fin 2008. De plus amples informations sur la motivation de telle ou telle action ou option figurent dans un document de référence téléchargeable. Le grand public et les parties intéressées sont invités à exprimer leur opinion sur les actions envisagées en remplissant le questionnaire avant le 30 novembre 2007⁴.

⁴ <http://ec.europa.eu/yourvoice/ipm/forms/dispatch?form=SurveySIPSCP>

